

RESTAURER LA DÉMOCRATIE...

Décidément, le tissu démocratique se délite un peu plus chaque jour et pas seulement dans les instances de l'état bonapartiste que nous subissons depuis 1958, mais aussi dans les organisations de la «*société civile*» qui inscrivent leur action dans les limites de la théologie de la subsidiarité.

En ce qui nous concerne, nous sommes, à juste titre, plus particulièrement préoccupés par certaines dérives que nous constatons dans le fonctionnement de nos organisations syndicales.

C'est ainsi, que par une circulaire datée du 29 août 2006, le Bureau Confédéral de la C.G.T.F.O., pour la première fois, à ma connaissance, introduit dans l'organisation la pratique de la diplomatie secrète. C'est vrai que cette circulaire destinée aux seuls secrétaires d'Unions Départementales et de Fédérations «*CONFIDENTIEL A NE PAS DIFFUSER*» a pour objet: «*CISL-CMT et nouvelle organisation syndicale internationale*».

Nous avons, dans le dernier numéro de l'*Anarcho-Syndicaliste*, analysé sommairement les futurs statuts de cette organisation mondialiste et corporatiste qui s'appellera C.S.I. Le moins qu'on en puisse, c'est qu'elle est aux antipodes de la «*Charte d'Amiens*» que certains, parfois, avec une bonne dose d'hypocrisie, feignent de commémorer. Il semble bien que les «*appareils syndicaux*» qui dirigent le «*syndicalisme rassemblé*» soient décidés à faire le forcing pour imposer l'adhésion à une organisation qui rappelle plus Mussolini que Fernand Pelloutier.

J'entends bien que certains excellents camarades me disent qu'ils sont soucieux de «*sauver ce qu'on peut sauver*», ce que l'on peut comprendre. L'ennui est que je retrouve là le même type de raisonnement que j'ai déjà entendu en 1940 de la part de certains bons camarades qui se sont finalement (pour leur malheur et le nôtre) retrouvés dans la *Charte du Travail* de Pétain. Il est vrai qu'entre les disciples de François Mitterrand, adeptes de la «*Real Politik*» et ceux qui, en 1940, se rallièrent à Pétain, on discerne mal la différence. Sauf, qu'à défaut de Pétain, ils vont se rallier à Mme Royal la bien nommée (et la bien née!).

Bien entendu, je ne mets pas en cause l'honnêteté et la bonne foi de quiconque et je pense qu'il est légitime de vouloir «*sauver ce qui peut l'être*»... Mais comment? En soutenant les bureaucraties politiques et syndicales qui, délibérément, veulent collaborer à l'édification de «*l'ordre nouveau*»?

En ce qui me concerne, je préfère m'appuyer sur l'action prévisible des travailleurs et des démocrates, de ceux qui, le 29 mai 2005, ont rejeté l'Europe totalitaire et liberticide.

Enfin, il n'est pas inutile de rappeler comment, lors de la scission de 1947, le problème de l'*Internationale* a été traité et résolu. Dans la nouvelle organisation (la C.G.T.F.O.) les avis étaient partagés, certains (notamment Léon Jouhaux) étaient contre la scission et souhaitaient voir la C.G.T.F.O. demeurer à la F.S.M. Il y a eu débat dans les organisations confédérées (U.D., Fédérations, Syndicats) ce débat a été tranché démocratiquement par le Congrès des syndicats, c'est ainsi, que la C.G.T.F.O. a quitté la F.S.M. et, avec d'autres, construit la C.I.S.L.

Aujourd'hui, comme hier, une décision aussi importante que l'adhésion à une internationale exige un vote du congrès des syndicats Elle ne peut, en aucun cas, résulter de la décision arbitraire d'une quelconque bureaucratie confédérale.

Enfin, et à l'intention de ceux de nos camarades qui seraient tentés de céder au découragement, ne l'oublions pas: les processus révolutionnaires débutent toujours par l'émergence de groupes minoritaires qui, dans un premier temps, éprouvent beaucoup de difficultés à se faire entendre.

Mais qu'on se rassure : aujourd'hui comme hier «*les faits sont têtus*». Alors, compagnons et camarades: BON COURAGE!

Alexandre HEBERT.